Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **28 (1936)**

Heft 12

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

28me année | Décembre 1936 | No 12

L'expérience française et l'action de la Confédération générale du travail.

Par *Lucien Laurat.*

La faillite de la déflation.

Le point de départ de ce qu'on appelle l'expérience française est la faillite de la déflation. La législature de 1932—1936 fut la législature de la déflation par excellence. Les élections de 1932 avaient donné la majorité aux gauches, mais ce fut une majorité de gauche bien plus politique qu'économique. Aussi cette majorité se trouva-t-elle dans un cruel embarras dès que les difficultés budgétaires croissantes, issues de la crise, l'obligèrent à prendre position sur des problèmes essentiellement économiques. Après une année d'hésitations et d'incertitudes, le parti radical, à gauche en politique et à droite en économie, opta pour la déflation. C'est ce qui explique, depuis l'été 1933, les nombreuses chutes de gouvernements s'appuyant en politique sur la gauche et orientés économiquement vers la déflation, c'est-à-dire à droite.

Les événements du 6 février 1934 mirent un terme à ces majorités de gauche, inconsistantes et invertébrées. Une soi-disant Union nationale couvrit dorénavant comme paravent une politique de déflation sans frein et sans scrupule, imposée par la droite, par les régents de la Banque de France, par le capital monopoliste et financier.

Depuis l'été 1932, on observait dans le monde entier un relèvement lent et timide, mais continu, de l'activité économique. La France aussi avait participé à ce relèvement jusqu'à l'été 1933. Depuis l'été 1933, grâce à la déflation de plus en plus rigoureuse, l'économie française était retombée aux chiffres les plus bas de 1932.

La production à la fin de la législature de 1932—1936 était au même niveau qu'en été 1932, au point le plus bas de la crise. Il y avait près de 480,000 chômeurs au lieu de 265,000 en été 1932 et au lieu de 240,000 en été 1933. L'indice de l'emploi était in-